

Plein cadre

Décryptage

SUD OUEST.fr

Halloween : des bonbons ou le Covid... Les enfants feront-ils la fête le 31 octobre ?

Le Covid-19 accélère la fin de l'ère du pétrole

La pandémie a fait chuter la demande au niveau mondial. Et la tendance va s'accroître avec le réchauffement climatique. Ce qui pousse les compagnies à investir dans les énergies renouvelables...



La fin progressive de l'or noir sera lourde de conséquences sur l'échiquier de la géopolitique mondiale. PHOTO BILAL QABALA/AFP

Nicolas César
n.cesar@sudouest.fr

L'année 2020 restera dans les annales de la filière pétrole. Elle marque le début du déclin de l'or noir. Le groupe britannique British Petroleum (BP) l'a officiellement entériné le 15 juin en dépréciant, au second trimestre, de plus de 13 milliards de dollars ses actifs. Et ce, quelques jours après avoir annoncé 10 000 suppressions d'emplois.

Baisse durable de la demande

Il faut dire que les fondamentaux économiques du secteur sont ébranlés. Le 12 février, quand le nouveau patron de BP, Bernard Looney, a pris les rênes du groupe, le baril de Brent s'échangeait encore à 56 dollars. Mais, le coronavirus qui a entraîné l'arrêt du transport aérien et d'une grande part de l'activité économique (diminuant de 30 % la demande mondiale de pétrole), l'a fait tomber à 20 dollars. Depuis l'été, le cours se stabilise autour de 40 euros. Sauf, qu'il ne devrait guère remonter, en raison d'une baisse structurelle et durable de la demande, liée à la limitation des voyages en avion, la montée en puissance de modes de transport plus « propres » et du télétravail.

Le dernier rapport de l'Opep (Organisation des pays exportateurs de pétrole), diffusé début octobre, reconnaît que l'ère du pétrole a pris fin dans les pays industrialisés. Ses

projections prévoient une diminution de la consommation de 1,1 million de barils par jour au cours de ces cinq prochaines années. Seuls les pays en développement seront les moteurs de la demande, mais celle-ci atteindra un plateau vers 2040.

« Ce n'est donc pas l'épuisement des réserves qui mettra fin à l'ère du pétrole, mais son remplacement progressif par des énergies renouvelables. Un mouvement, qui s'est accéléré avec la crise sanitaire. Surtout que le coût de l'électricité issue de panneaux photovoltaïques ont fortement chuté. À une vitesse, que personne n'avait prédit », analyse l'économiste Christian de Perthuis, fondateur de la chaire économie du climat à l'Université Paris-Dauphine. Un phénomène qu'il décrypte dans son nouveau livre, « Covid-19 et réchauffement climatique. Plaidoyer pour une économie de la résilience », aux éditions De Boeck Supérieur.

La fin de l'ère du pétrole n'a pas échappé aux investisseurs. Dès novembre 2019, la Banque européenne d'investissement annonçait qu'elle ne financerait plus l'exploitation des combustibles fossiles d'ici fin 2021. Car, le pétrole des avions, voitures, camions... contribue à polluer l'air et serait à l'origine de 4 millions de décès dans le monde chaque année. À l'issue du déconfinement, les gouvernements de l'Union européenne

ont répété à l'envi leur volonté d'utiliser les plans de relance pour verdir l'économie. Même aux États-Unis, Joe Biden, le candidat démocrate à l'élection présidentielle, promet 2 000 milliards de dollars pour « accélérer l'économie américaine ».

Quels impacts géopolitiques ?

Tout ceci a amené les compagnies à couper drastiquement dans leurs investissements. En 2020, « ils devraient baisser de 18 % », selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Car, si la demande ne croît plus, cela n'a guère de sens d'investir pour forer de nouveaux puits qui produiront pendant plus de vingt ans. D'autant plus, dans un marché où les prix sont volatils. Autant de raisons qui ont amené Bernard Looney à annoncer, dès sa prise de fonction, que BP devait atteindre la neutralité carbone en 2050.

La fin progressive de l'or noir sera lourde de conséquences sur

l'échiquier de la géopolitique mondiale. Ces dernières années, le modèle du pétrole de schiste américain a permis aux États-Unis de franchir le seuil de production de 13 millions de barils par jour début 2020, et de devenir le premier producteur mondial, devant la Russie et l'Arabie saoudite. Mais rester leader de l'or noir suppose d'investir massivement pour forer en permanence. Or, la crise sanitaire a entraîné aux États-Unis les faillites de 40 sociétés d'exploration et de production pétrolière, accumulant près de 54 milliards de dollars de dettes, selon le cabinet d'avocats Haynes & Boone. Autre signal d'alarme, le 20 avril, le prix du baril de pétrole américain, WTI (West Texas Intermediate), est même passé sous la barre de zéro, à -37,63 dollars le baril. Ce qui signifie que les propriétaires de pétrole américain ont payé 37,63 dollars à celui qui voulait bien les débarrasser de leur pétrole...

Dans ce contexte, BP, l'anglais néerlandais Shell, le Français Total ou

l'italien ENI commencent à investir fortement dans les énergies renouvelables. Comme en témoigne la prise de participation de 20 % de Total dans le projet pilote de ferme éolienne flottante Eolmed de 30 MW en Méditerranée. « Total entend poursuivre le développement de ses activités pour devenir l'un des leaders mondiaux des énergies renouvelables », revendiquait l'entreprise au début du mois.

La Chine devrait être la grande gagnante de cette transition énergétique. Ses entreprises produisent déjà 72 % des modules solaires, 69 % des batteries lithium-ion et 45 % des éoliennes sur la planète. Elles contrôlent également une grande partie du raffinage des minéraux essentiels à l'énergie propre, tels que le cobalt et le lithium. De quoi en faire le premier des pays de « l'électricité propre ». En revanche, les États pétroliers comme l'Arabie saoudite, l'Algérie, voire la Russie, ont besoin d'un prix du pétrole se situant entre 60 et 90 dollars le baril pour équilibrer leurs budgets.

Avec un baril à 40 dollars, ces États pourraient être rapidement confrontés à des difficultés financières et des tensions sociales. L'Arabie saoudite devrait perdre cette année 50 milliards de dollars de recettes pétrolières. De toute évidence, les États pétroliers vont perdre en influence. Et, il ne sera plus

« Ce n'est pas l'épuisement des réserves qui mettra fin à l'ère du pétrole, mais son remplacement progressif par des énergies renouvelables »

autant nécessaire pour des pays comme les États-Unis d'investir chaque année pour sécuriser les pays du Golfe, notamment leurs routes maritimes. Or, dotés d'une population de 900 millions de personnes, plutôt jeunes, les pays pétroliers représentent 8 % du PIB mondial.

La part de l'électricité renouvelable, telle que l'énergie solaire et éolienne, pourrait passer de 5 % de l'approvisionnement aujourd'hui à 25 % en 2035 selon l'AIE, et à près de 50 % d'ici 2050. Les énergies fossiles resteront encore majoritaires dans le mix énergétique quelques décennies, mais en fort déclin.

Une bonne chose pour la planète et a priori l'économie mondiale, qui a subi à 62 reprises, depuis 1970 des fluctuations du cours du pétrole de plus de 30 % en quelques jours, mais aussi pour la sécurité énergétique des États. En France, selon une étude récente du cabinet PwC, le respect des objectifs fixés par la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), permettrait de créer 34 000 nouveaux emplois dans les énergies renouvelables électriques et 36 000 dans le système électrique d'ici 2030.

UNE FILIÈRE BIOCARBURANTS DANS LA RÉGION ?

Avant même que la pandémie ne frappe de plein fouet le monde aéronautique, le 10 mars, Safran a signé avec Euralis, Teréga, ACD, Chemparc, Agri Sud Ouest Innovation, Xylofutur, la CCI Pau Béarn, l'Université de Pau et des Pays de l'Adour et le pôle de compétitivité Aerospace Valley, une lettre d'intention pour étudier la faisabilité technologique et économi-

que de la création d'une filière d'approvisionnement en biocarburants aéronautiques dans le Sud-Ouest. « La Nouvelle-Aquitaine possède sur son territoire des filières d'excellence agro-industrie, chimie, énergie permettant la création d'une filière d'approvisionnement en carburant de ce type », met en avant Alain Rousset, président du Conseil régional.